

La **dramatique** évolution de l'agriculture paysanne en **Amérique centrale**

L'agriculture familiale de beaucoup de zones rurales d'Amérique centrale vit une situation alarmante. Plusieurs productions pratiquées par les petites et moyennes exploitations sont en crise ou très gravement menacées.

Prenons l'exemple du **café** : cette culture est vitale pour de nombreux agriculteurs familiaux d'Amérique centrale. Elle a connu une terrible chute des cours ces dernières années¹, ce qui induit une conduite extensive, voire un abandon de nombreuses plantations. Pour un pays comme le Costa Rica dont le café a constitué pendant deux siècles une activité essentielle, la valeur des exportations de « café oro » a été divisée par **2,5** de 1998 à 2002...

Alors que les plantations de café occupent encore 113 000 ha, la valeur des exportations de café oro est inférieure en 2002 à celle des exportations d'ananas, culture certes en extension, mais dont les surfaces n'occupent que 15 500 ha. Signalons qu'au Costa Rica, l'ananas est en majorité cultivé par de grandes exploitations (dont une bonne part de multinationales) alors que le café est principalement une production d'agriculteurs familiaux...

Et la situation est plus inquiétante encore pour les « grains de base » :

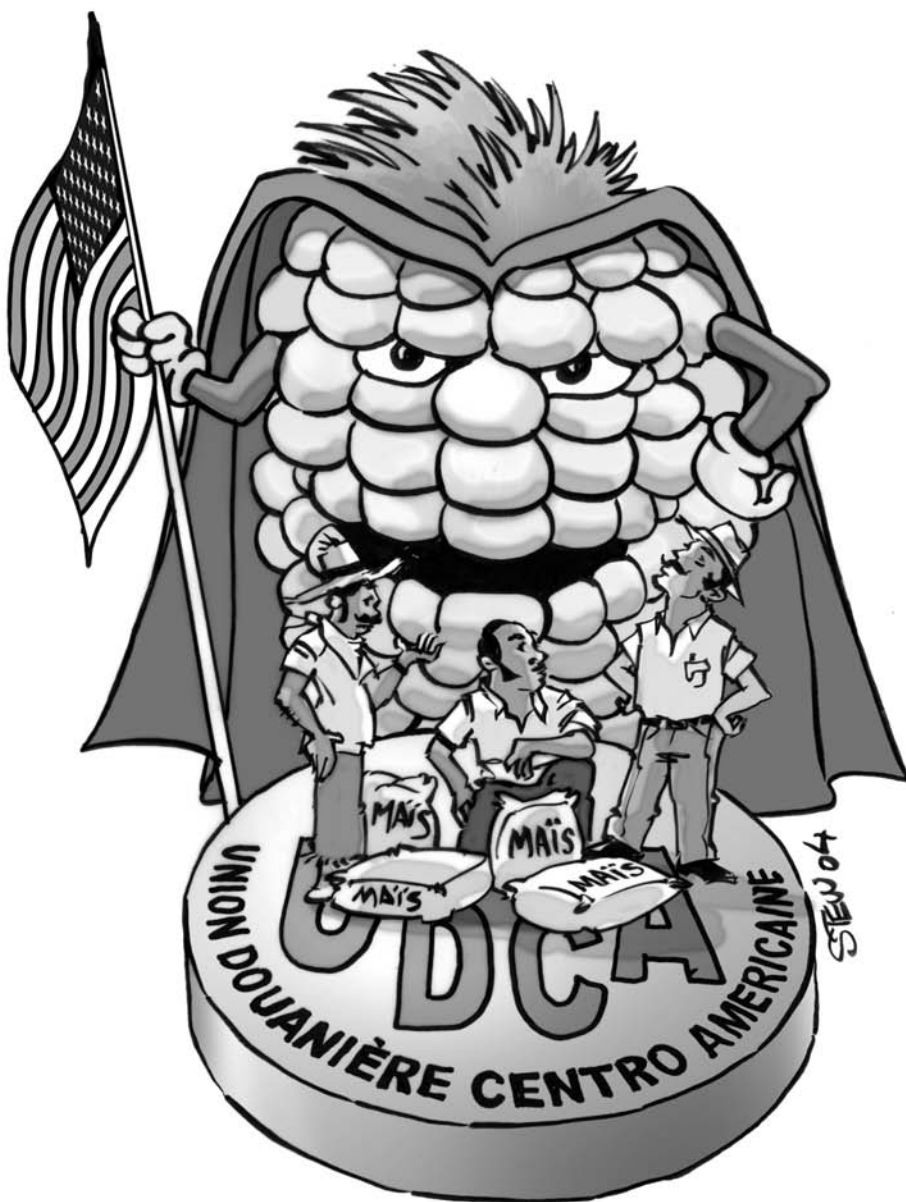
L'exemple du **maïs** est également très choquant : l'Amérique centrale est le berceau historique de cette culture, si chère aux Mayas. Pourtant, en 2002, **les superficies semées en maïs ne sont plus, au Costa Rica, que de 7 000 ha** (la moitié de celles de l'ananas !) et ce pays importe la très grande majorité du maïs qu'il consomme des États-Unis où, on le sait, cette céréale est produite par des agriculteurs très mécanisés et, surtout, très fortement subventionnés (avec des mécanismes particulièrement sophistiqués et en partie non-conformes aux règles de l'OMC pourtant définies par les USA et d'autres pays riches).

Au Costa Rica toujours, la situation de la culture du **haricot** devient presque aussi grave que celle du maïs. Le pays importe plus des deux tiers de sa consommation, et la superficie totale cultivée serait inférieure à 17 000 ha en 2003... Le Costa Rica importe également des quantités impressionnantes de soja (ou tourteau de soja) pour approvisionner les « granjas » industrielles produisant les poulets, les œufs et les

porcs (et la consommation de poulets industriels croît et atteint presque 20 kg/habitant/an alors que celle du haricot, aliment traditionnel, n'est plus que de 8 kg/habitant/an).

Une grande part des importations alimentaires provient des États-Unis où, comme cela est mentionné plus haut, 10 produits agricoles sont très fortement subventionnés. Ces subventions américaines ont des effets jugés très

positifs par de nombreuses agro-industries costaricaines et par les industriels produisant des volailles et des porcs (nourris avec du maïs et du soja génétiquement modifiés américains). Au final pour le Costa Rica, en 2002, **la valeur des importations de « grains de base » (maïs, riz, blé et produits dérivés du blé et des haricots) est, si on inclut le soja, supérieure à celle des exportations de café...**



Le futur n'est pas rose pour la majorité des paysans d'Amérique centrale car **leurs gouvernements sont sur le point de signer avec les USA des traités de libre commerce (TLC). L'union douanière centro-américaine est pourtant inachevée**, en particulier pour les produits alimentaires, ceci permettant aux importateurs de concevoir de juteuses « **triangulations** » en important un produit dans un pays ayant une faible taxation pour l'introduire ensuite sans taxes dans un pays ayant une taxation aux frontières plus élevée vis-à-vis de pays non-membres de l'union douanière centro-américaine.

Lors de l'élaboration de ces traités de « libre commerce », les impacts négatifs des subventions des USA à 10 de leurs principales denrées agricoles ont peu été pris en compte. **Les intérêts des petits et moyens producteurs de denrées alimentaires de base et de leurs organisations paysannes ont ainsi été largement ignorés** par des responsables politiques influencés par les multinationales² du Nord et des secteurs de la société estimant pouvoir tirer avantage d'un accord de libre échange avec leur puissant voisin.

NB : L'exemple du Mexique aurait pourtant dû attirer l'attention car, à la suite de dix ans de « libre commerce » avec les USA, ce pays a pu certes créer environ 500 000 emplois dans le seul secteur industriel³, mais **il aurait perdu 1,3 million d'emplois dans le secteur agricole**, principalement des petits paysans qui ont, en plus grand nombre que lors de la décennie précédant l'accord, choisi de migrer au Nord... Ajoutons que les emplois dans le secteur secondaire du Mexique sont fragiles car, comme l'Aléna est un accord de libre commerce et non une union douanière prenant en compte des aspects sociaux, les importations chinoises envahissent les 3 pays membres et de nombreuses « maquiladoras » des zones franches du Mexique sont en train de fermer...

À partir de l'exemple costaricain, quelles perspectives dans ce contexte pour les organisations paysannes ?

Les principales organisations paysannes représentant les petits et moyens producteurs en Amérique centrale ont demandé, au nom de la souveraineté alimentaire, que soient exclus des accords de libre commerce signés entre leur pays et les USA les produits alimentaires de base (ou « sensibles ») en évoquant leurs impacts sociaux et leurs impacts sur la sécurité alimentaire. Elles n'ont pas été entendues, en particulier parce qu'elles n'ont pas pu (ou pas su...) créer des alliances avec les consommateurs et d'autres acteurs de la société civile...

Au sein des deux organisations nationales costaricaines ayant un passé revendicatif (Mesa national campesina et UPA), des dissensions et un certain découragement sont apparus. Certains membres souhaitent développer des activités économiques. D'autres souhaitent que leur OP soient plus revendicatives.

Quelques organisations paysannes se constituent pour développer des **cultures d'exportation** (ananas, plantes ornementales pour l'Europe, manioc et autres tubercules destinés aux marchés latins des USA). Au niveau de ces petites structures, les risques économiques sont élevés. De plus, la perspective de mise aux normes (adoption de « bonnes pratiques ») pour pouvoir exporter apparaît aux yeux des petits agriculteurs comme un handicap supplémentaire.

D'autres OP persistent dans les **filières traditionnelles** du maïs ou du haricot en visant un créneau particulier (maïs doux en épis, haricot de qualité) mais ce n'est pas non plus facile.

Dans ce pays recevant chaque année 1 million de visiteurs (le quart de sa population), l'accueil de **touristes** dans leur habitation (ou un petit logement indépendant) apparaît être une possibilité de diversification des revenus pour quelques familles rurales mais il s'agit

là d'une activité balbutiante dont on ne sait pas encore si elle prendra un essor réellement significatif.

Plusieurs coopératives sont devenues très fragiles car leurs membres sont découragés, ne versent pas de cotisations et pensent plutôt à la migration vers les USA (dans certains villages du sud du pays, un quart des familles paysannes ont un membre travaillant aux USA).

La situation du petit paysan costaricain est cependant moins alarmante que celle de leurs voisins du nord de l'Amérique centrale. Ils bénéficient de services sociaux encore assez efficaces (éducation, santé) et des investissements réalisés par les gouvernements successifs (routes, électricité, téléphone, même dans les campagnes les plus reculées, subventions conséquentes pour l'habitat rural, etc.) De plus, le taux de chômage est faible dans leur pays et une partie des paysans peuvent trouver un emploi dans les secteurs secondaire ou tertiaire. Lorsqu'ils migrent vers les villes ou les USA, la majorité d'entre eux ont un minimum de bagage éducatif facilitant leur insertion⁴.

La situation et les perspectives sont bien plus catastrophiques au Nicaragua ou au Honduras. Des centaines de milliers de ruraux nicaraguayens ont d'ailleurs migré ces dernières années au Costa Rica où ils occupent les emplois subalternes, en travaillant souvent en dehors des cadres légaux...

Au final, il faut dénoncer **ces accords de libre commerce qui sont catastrophiques pour les paysans et pour la souveraineté alimentaire de ces petits pays**. Les syndicats européens membres de la Confédération paysanne européenne (CPE) devraient consolider leurs liens avec les syndicats d'Amérique centrale membres de Via Campesina afin d'échanger sur les analyses et les actions à mener au niveau des responsables politiques et des autres acteurs de la société. ■

Valentin Beauval

¹ La surproduction chronique de café au niveau mondial est la conséquence de l'absence de coordination et de maîtrise au niveau des pays producteurs traditionnels et de l'arrivée en production des plantations vietnamiennes.

Le faible prix du café aux producteurs n'a pas été bénéfique pour les consommateurs des pays du Nord (avons-nous remarqué une baisse du prix du café chez nous ?) En revanche, les principaux actionnaires de Nestlé auraient eu, en 2002, un taux de rentabilité du capital investi de près de 20 %...

² Grâce à ces traités de libre commerce, les multinationales des bananes, des ananas et d'autres agro-industries peuvent acheter des terres dans les 4 pays et pratiquer des cultures d'exportation qui rentreront sans taxes aux USA. Leurs moyens financiers leur permettent de respecter les normes imposées par le Nord (loi bio-terrorisme USA et normes Eurepgap pour les exportations vers l'UE). En caricaturant un peu, ne peut-on pas affirmer que les multinationales ont maintenant, avec les TLC, plus de facilité et de légalité dans leurs interventions que lors du siècle précédent où leurs agissements dans les « républiques bananières » étaient largement condamnés ?

³ Source : *La Promesa y la realidad del TLCAN, lecciones de México para el hemisfero*, page 7. - John J. Audley et al., 2003. - Carnegie endowment.

⁴ Quelle déception cependant pour les membres des *asentamientos* paysans qui ont lutté des années 1960 aux années 1990 pour recevoir de la terre afin de vivre de l'agriculture ! Dans la seule région Huétar Norte (environ 7 500 km²), plus de 4 300 familles sont dans ce cas et ont reçu environ 50 000 ha de terre grâce à l'appui du gouvernement (IDA et MAG). Dans certains *asentamientos*, plus de la moitié des attributaires ont quitté la terre... Dans d'autres, en revanche, les attributaires se sont organisés, ont diversifié leurs activités et croient toujours en leur devenir.